













# Procédure file

Informations de base	
CNS - Procédure de consultation Règlement	2023/0137(CNS) Procédure terminée
Déficits excessifs: accélération et clarification de la mise en ?uvre de la procédure	
Modification Règlement 1997/1467 <a href="#">1996/0248(CNS)</a>	
Sujet 5.10.01 Convergence des politiques économiques, déficit public, taux d'interêt	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
		 <a href="#">Affaires économiques et monétaires</a>	16/02/2024
		 <a href="#">FERBER Markus</a>	16/02/2024
		 <a href="#">MARQUES Margarida</a>	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">KELLEHER Billy</a>	
		 <a href="#">LAMBERTS Philippe</a>	
		 <a href="#">RINALDI Antonio Maria</a>	
		 <a href="#">VAN OVERTVELDT Johan</a>	
		 <a href="#">GUSMÃO José</a>	
Conseil de l'Union européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
		 <a href="#">Budgets</a>	25/05/2023
		 <a href="#">VAN OVERTVELDT Johan</a>	
	 <a href="#">Emploi et affaires sociales</a>	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

## Evénements clés

26/04/2023	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2023)0241</a>	Résumé
12/06/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
11/12/2023	Vote en commission		
15/12/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A9-0444/2023</a>	Résumé
23/04/2024	Débat en plénière		
23/04/2024	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0312/2024</a>	
29/04/2024	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
30/04/2024	Publication de l'acte final au Journal officiel		

## Informations techniques

Référence de procédure	2023/0137(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement 1997/1467 <a href="#">1996/0248(CNS)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 126-p14-a2
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Banque centrale européenne</a>
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ECON/9/11944

## Portail de documentation

Document de base législatif		<a href="#">COM(2023)0241</a>	26/04/2023	EC	Résumé
Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport		<a href="#">CON/2023/0020</a> <a href="#">JO C 290 18.08.2023, p. 0017</a>	05/07/2023	ECB	
Comité économique et social: avis, rapport		<a href="#">CES2275/2023</a>	20/09/2023	ESC	
Comité des régions: avis		<a href="#">CDR0157/2023</a>	10/10/2023	CofR	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE754.925</a>	25/10/2023	EP	
Avis spécifique	<b>BUDG</b>	<a href="#">PE754.864</a>	23/11/2023	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A9-0444/2023</a>	15/12/2023	EP	Résumé
Document de base législatif complémentaire		15876/2023	03/01/2024	CSL	Résumé

## Informations complémentaires

Document de recherche

[Briefing](#)

07/02/2024

## Acte final

[Règlement 2024/1264](#)  
JO OJ L 30.04.2024

# Déficits excessifs: accélération et clarification de la mise en œuvre de la procédure

OBJECTIF : réformer le cadre de gouvernance économique de l'UE.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil adopte l'acte après consultation du Parlement européen mais sans être tenu de suivre l'avis de celui-ci.

CONTEXTE : la proposition fait partie d'un train de mesures et vise à modifier le règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (volet correctif du pacte de stabilité et de croissance). Elle est accompagnée :

- d'une [proposition](#) visant à remplacer le règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (volet préventif du pacte de stabilité et de croissance), et
- d'une [proposition](#) de modification de la directive 2011/85/UE du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres.

Le réexamen du cadre de gouvernance économique de l'UE s'est fondé sur une consultation d'un large éventail de parties prenantes. Il a révélé que le cadre comportait un certain nombre de points forts, mais aussi une série de lacunes, en particulier i) une complexité accrue, ii) la nécessité de faire preuve d'une plus grande efficacité pour réduire les niveaux de dette élevés et de constituer des réserves pour les chocs futurs, ainsi que iii) la nécessité de mettre à jour un certain nombre d'instruments et de procédures pour intégrer les enseignements tirés des mesures prises en réaction aux chocs économiques récents, y compris l'interaction entre les réformes et les investissements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience.

La réponse forte des pouvoirs publics à la pandémie de COVID-19 s'est avérée efficace pour atténuer les dommages économiques et sociaux causés par la crise, mais a entraîné une augmentation significative des ratios de dette des secteurs public et privé, mettant ainsi en évidence l'importance qu'il y a à ramener ces ratios à des niveaux prudents de manière progressive, durable et compatible avec la croissance, et à remédier aux déséquilibres macroéconomiques, tout en tenant dûment compte des objectifs dans le domaine de l'emploi et en matière sociale.

Le train de mesures comprenant la présente proposition législative vise à rendre le cadre de gouvernance de l'UE plus simple, plus transparent et plus efficace, avec une plus grande adhésion nationale et une meilleure application des règles, tout en permettant des réformes et des investissements et en réduisant les ratios de dette publique élevés de manière réaliste, progressive et durable. De cette manière, dans le contexte du Semestre européen, le cadre réformé devrait contribuer à bâtir l'économie verte, numérique et résiliente de demain, tout en garantissant la viabilité des finances publiques dans tous les États membres.

Une application ex post plus stricte serait la contrepartie nécessaire d'un cadre de surveillance fondé sur les risques qui laisse une plus grande marge de manœuvre aux États membres pour fixer leurs trajectoires d'ajustement.

CONTENU : la proposition de modification du règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil (volet correctif du pacte de stabilité et de croissance - PSC) prévoit de passer à un cadre de surveillance davantage axé sur les risques, qui accorde une place centrale à la soutenabilité de la dette et qui, pour différencier davantage les États membres, tient compte des défis posés par leur dette publique, tout en respectant un cadre de l'UE transparent et commun conforme aux valeurs de référence de 3% du PIB et de 60% du PIB prévues par le protocole n° 12 sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé aux traités.

En vertu de la proposition, la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) en cas de déficit public dépassant la valeur de référence de 3% du PIB resterait inchangée, moyennant certains ajustements visant à assurer la cohérence avec la PDE en cas de non-respect du critère de la dette, à reconnaître le rôle des institutions budgétaires indépendantes et à clarifier les cas de grave récession économique dans l'Union ou dans la zone euro dans son ensemble. Il s'agit d'un élément bien établi de la surveillance budgétaire de l'UE, qui s'est révélé efficace pour influencer les comportements budgétaires et qui, grâce à sa simplicité, est bien compris des décideurs politiques et du grand public.

La procédure concernant les déficits excessifs en cas de dette publique dépassant la valeur de référence de 60% du PIB serait renforcée, en ce qui concerne tant son activation que son abrogation. Elle se concentrera sur les écarts commis par les États membres dont la dette publique dépasse les 60% du PIB par rapport au sentier des dépenses nettes qu'ils se sont engagés à respecter et qui a été approuvé par le Conseil dans le cadre du volet préventif du pacte de stabilité et de croissance. Dans le cas d'un État membre dont la dette publique pose des défis importants, un écart par rapport au sentier convenu pour les dépenses nettes entraînera par défaut l'ouverture d'une PDE.

L'existence d'une dette publique importante devrait être considérée comme un facteur essentiel conduisant, en règle générale, à l'ouverture d'une PDE. La trajectoire à respecter dans le cadre de la PDE serait en principe celle qui a été initialement approuvée par le Conseil. Au cas

où cette trajectoire initiale ne serait plus réalisable, en raison de circonstances objectives, la Commission pourrait proposer au Conseil une trajectoire modifiée dans le cadre de la PDE.

Plus précisément, la proposition :

- modifie la mise en œuvre du critère de la dette définie dans le traité en abandonnant la «règle du 1/20e» et en mettant l'accent sur le respect du sentier des dépenses nettes fixé par le Conseil en application du règlement proposé remplaçant le volet préventif du PSC;
- supprime la référence à une description quantitative de ce qu'est une grave récession économique et renvoie, au lieu de cela, au règlement proposé remplaçant le volet préventif du PSC;
- rationalise la liste des facteurs pertinents pour décider s'il y a ou non un déficit excessif;
- prévoit, en cas de grave récession économique, que la Commission et le Conseil pourront décider, dans leur évaluation, de ne pas conclure à l'existence d'un déficit excessif, conformément à l'approche suivie lors de l'activation de la clause dérogatoire générale pendant la crise de la COVID-19;
- précise les exigences du sentier correctif des dépenses nettes défini dans une recommandation du Conseil, à savoir que le déficit public reste ou soit ramené et maintenu sous la valeur de référence correspondant à 3% du PIB, et que le ratio d'endettement soit placé sur une trajectoire descendante plausible ou maintenu à un niveau prudent;
- maintient, pour les années où le déficit public devrait dépasser la valeur de référence, un ajustement annuel minimal d'au moins 0,5% du PIB à titre de référence;
- impose aux États membres l'obligation supplémentaire d'inclure l'avis de leur institution budgétaire dans leur rapport sur l'action suivie de effets;
- prévoit que dans les cas aussi bien de circonstances exceptionnelles que de grave récession économique dans la zone euro ou dans l'ensemble de l'Union, le Conseil peut prolonger le délai prévu pour la correction.

Enfin, la proposition prévoit que les missions menées par la Commission dans les États membres doivent permettre un échange avec des parties prenantes concernées autres que les autorités nationales, et notamment avec les institutions budgétaires indépendantes. Elle exige également que la Commission réalise des missions de surveillance spécifiques dans les États membres qui ont été mis en demeure par le Conseil et dispose que, dans ce contexte et à l'invitation du parlement de l'État membre concerné, la Commission peut présenter son évaluation de la situation économique et budgétaire de l'État membre concerné.

## Déficits excessifs: accélération et clarification de la mise en œuvre de la procédure

---

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté, suivant une procédure législative spéciale (consultation), le rapport présenté par Esther de LANGE (PPE, NL) et Margarida MARQUES (S&D, PT) sur la proposition de directive du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1467/97 visant à [accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs](#)

[Le règlement proposé fixe les dispositions visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs. L'objectif de la procédure concernant les déficits excessifs est de prévenir l'apparition de déficits publics excessifs et, s'ils se produisent, d'accélérer la correction, le respect de la discipline budgétaire étant examiné sur la base des critères du déficit public et de la dette publique.](#)

La commission compétente a recommandé que le Parlement européen approuve la proposition de la Commission sous réserve d'amendements.

### Évaluation du déficit excessif

La Commission, lorsqu'elle établit un rapport en vertu de l'article 126, paragraphe 3, du TFUE, devrait tenir compte, en tant que facteur pertinent essentiel, du défi que pose la dette dans l'État membre concerné. Lorsque la dette publique pose un défi important à l'État membre elle devrait être considérée comme un facteur essentiel conduisant, en règle générale, à l'ouverture d'une procédure concernant les déficits excessifs (PDE).

L'évaluation devrait notamment porter sur l'évolution de la position économique à moyen terme et de la position budgétaire à moyen terme, ainsi que sur les résultats et l'engagement démontrés par l'État membre dans la mise en œuvre des investissements et des réformes visant à répondre aux priorités communes de l'Union énoncées dans le [règlement UE relatif au volet préventif](#) du pacte de stabilité et de croissance, des réformes et des investissements engagés dans les plans nationaux de la facilité pour la reprise et la résilience, du Fonds de cohésion et de tout futur instrument d'investissement de l'Union ayant le même objectif.

### Dépenses nettes

Afin de simplifier le cadre budgétaire de l'Union et de renforcer la transparence, un indicateur opérationnel unique fondé sur la soutenabilité de la dette devrait servir de base pour définir la trajectoire budgétaire et procéder à l'exercice annuel de surveillance budgétaire de chaque État membre.

Selon les députés, cet indicateur unique devrait être fondé sur les dépenses primaires nettes financées au niveau national, c'est-à-dire les dépenses, déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes, et à l'exclusion des dépenses d'intérêt ainsi que des dépenses conjoncturelles en matière de chômage, des dépenses relatives aux programmes de l'Union compensées par des recettes provenant de fonds de l'Union, des dépenses nationales de cofinancement des programmes financés par l'Union plafonnées à 0,25% du PIB, des éléments cycliques des dépenses liées aux indemnités de chômage et des coûts liés à l'emprunt de fonds pour les prêts liés aux facilités nationales pour la reprise et la résilience.

Au plus tard le 31 décembre 2028, puis tous les cinq ans, la Commission devrait publier un rapport sur l'application du règlement.

## Déficits excessifs: accélération et clarification de la mise en œuvre de la procédure

---

OBJECTIF : accélérer et clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Conseil (Accord de principe en vue de la consultation du Parlement européen).

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil adopte l'acte après consultation du Parlement européen mais sans être tenu de suivre l'avis de celui-ci.

Le Parlement est consulté à nouveau sur la proposition de modification règlement (CE) n° 1467/97 visant à fixer les dispositions visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs. L'objectif de la procédure concernant les déficits excessifs est de prévenir l'apparition de déficits publics excessifs et, s'ils se produisent, d'en accélérer la correction, le respect de la discipline budgétaire étant examiné sur la base des critères du déficit public et de la dette publique.

Le règlement proposé fait partie d'un paquet comprenant également le [règlement](#) (UE) relatif au volet préventif du pacte de stabilité et de croissance et la [directive](#) modifiant la directive 2011/85/UE sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres. Ensemble, ils établissent un cadre réformé de gouvernance économique de l'Union qui intègre dans le droit de l'Union le contenu du titre III - «Pacte budgétaire» du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG).

Les principaux éléments du projet du Conseil sont les suivants :

#### Procédure pour déficit excessif fondée sur la dette

Il est prévu que, pour déclencher le processus, la Commission élaborera un rapport lorsque le rapport entre la dette publique et le PIB dépasse la valeur de référence, que le déficit nominal n'est pas proche de l'équilibre ou excédentaire et que les écarts enregistrés dans le compte de contrôle de l'État membre dépassent 0,3 point de pourcentage du PIB par an ou 0,6 point de pourcentage du PIB cumulativement.

Le Conseil et la Commission procéderaient à une évaluation globale équilibrée de tous les paramètres pertinents ayant un effet sur l'évaluation du respect du critère du déficit et/ou de la dette dans l'État membre concerné. Il s'agit, entre autres, de l'ampleur des difficultés liées à la dette publique, de la taille de l'écart, des progrès accomplis dans la réalisation des réformes et des investissements et, le cas échéant, de l'augmentation des dépenses publiques en matière de défense.

#### Règles relatives à la procédure concernant les déficits excessifs

S'il décide qu'il y a un déficit excessif, le Conseil adressera en même temps des recommandations à l'État membre concerné. Dans la recommandation qu'il adresse, le Conseil prescrira à l'État membre concerné un délai de six mois au maximum pour engager une action suivie d'effets. Il demandera également que l'État membre mette en œuvre une trajectoire de correction des dépenses nettes qui garantisse que le déficit public reste ou soit ramené et maintenu sous la valeur de référence dans le délai fixé dans la recommandation.

Le Conseil propose de maintenir les règles relatives à la procédure concernant les déficits excessifs dans la mesure où, lorsqu'une telle procédure est ouverte sur la base du critère du déficit, la trajectoire correctrice des dépenses nettes devrait être compatible avec un ajustement structurel annuel minimal d'au moins 0,5% du PIB.

Toutefois, le Conseil propose également que la Commission puisse, pendant une période transitoire en 2025, 2026 et 2027, tenir compte de l'augmentation des paiements d'intérêts pour calculer l'effort d'ajustement dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs.

Le Conseil est convenu que l'amende en cas de non-respect irait jusqu'à 0,05% du PIB et s'accumulera tous les six mois jusqu'à ce qu'une action suivie d'effets soit engagée.

Transparence			
URTASUN Ernest	Membre	20/07/2023	Fiscal Matters
URTASUN Ernest	Membre	18/07/2023	Ecologistas en Accion